

De 1900 à 1940, l'ampleur de la crise du logement conduit certains chefs d'entreprise, puis la Compagnie immobilière des chemins de fer de l'État à construire des cités pour leur personnel.

Le logement social privé jusqu'en 1940

Depuis la fin du XIX^e siècle, un courant patronal « éclairé » juge de son devoir de veiller à l'amélioration du sort matériel des classes laborieuses, afin de démontrer qu'un bouleversement politique ou la dénonciation des institutions ne sont pas nécessaires pour changer les conditions de vie des ouvriers. Pour eux, le logement est un élément important dans la reproduction de la force de travail. Proposer aux ouvriers une habitation saine, où le soleil et l'air pourront entrer, c'est s'assurer de leur santé, de leur vigueur, de

leur bien-être physique et donc de leur capacité à travailler. C'est également un moyen de contrôle social. La législation encourage d'ailleurs la construction de maisons salubres et à bon marché par des sociétés ou des particuliers grâce à des avantages fiscaux.

À Nanterre, deux chefs d'entreprise, Lorilleux et Dupuy se lancent dans l'édification de logements pour leur personnel en construisant des cités.

La fabrique d'encre d'imprimerie Lorilleux, établie à Puteaux depuis 1824, s'est agrandie aux Fontenelles en 1870. Après la guerre de

1914-1918, la pénurie en matière de logements bon marché conduit Lorilleux à faire construire des bâtiments en série selon un type standard, afin d'en abaisser le prix de revient. Dans un premier temps, un groupe de huit pavillons permet de loger seize familles. La rue Charles-Lorilleux créée à cette occasion, relie la rue des Fontenelles à la rue des Rosiers. Chaque maison, composée de deux habitations mitoyennes, est entourée d'un petit jardin qu'il est possible de cultiver. Les conditions d'hygiène sont respectées: grandes fenêtres qui assurent un bon ensoleillement et une aération convenable; branchement de l'eau sur l'évier et installation de toilettes correspondant aux normes de confort de l'époque. Chacun dispose d'une cave à charbon et d'un cabanon dans le jardin. Quatre pavillons plus vastes, prévus pour abriter douze familles, sont ajoutés ensuite aux précédents.

Jean Dupuy, propriétaire du quotidien « *le Petit Parisien* », désireux d'être son propre fournisseur de pa-

pier, inaugure en 1906 une papeterie en bordure de la Seine. Lui aus-



Louis Dideron a réalisé ce bas-relief représentant la garde-barrière.

si fait édifier un groupement de pavillons doubles avec jardin le long de deux voies privées (les rues Jean et Paul-Dupuy) et un collectif de 10 pavillons identiques à l'extrémité de la rue de Bezons. Le fait de loger des familles originaires le plus souvent de Bretagne, des Charentes et des environs de Mantes facilite l'implantation des nouveaux venus mais les rend également dépendants vis-à-vis de leur patron.

Si quelques chefs d'entreprise



Le collectif des cheminots vu depuis l'avenue Henri-Martin.



Ensemble pavillonnaire construit à l'initiative de Jean Dupuy.

sont convaincus de la nécessité de créer une forme d'habitat ouvrier, ces initiatives demeurent assez limitées. Compte tenu de l'ampleur de la crise du logement, l'Etat donne le droit aux communes et aux départements de soutenir le logement à bon marché en devenant gestionnaires, soit directement, soit par l'intermédiaire d'offices publics. C'est ainsi que vont naître l'Office public des habitations à bon marché du département de la

Seine, l'Office municipal de Puteaux, celui de Suresnes. Des sociétés d'habitation bon marché privées vont être créées afin de participer à cet effort de construction en faveur des classes populaires. Dans notre commune, en 1930, la Compagnie immobilière des chemins de fer de l'Etat, fondée par Raoul Dautry, fait le projet de réaliser 214 logements pour des familles de cheminots. Dans ce cas, il n'est plus question de construire des pavillons entourés d'un jardin, mais de réaliser un groupe d'immeubles à côté de la voie ferrée, au niveau de la gare de Nanterre. L'architecte Henri Pacon et son collaborateur Edmond Lafont mettent en chantier, en décembre 1931, deux bâtiments de cinq étages dont la façade s'étend le long de l'avenue Henri-Martin et tourne en un bel arrondi au coin de l'actuelle rue de Stalingrad. La partie semi-circulaire du corps d'habitation est reliée à une structure en arrondi qui donne accès aux étages. Pour animer la façade, de grands balcons en retrait alternent avec des fenêtres de tailles différentes. La décoration n'est pas oubliée puisqu'à la hauteur du premier étage, quatre bas-reliefs sculptés dans le calcaire représentent les métiers du rail. Deux sont

l'œuvre de Louis Dideron et illustrent le travail du mécanicien et celui de la garde-barrière. Les deux autres, sculptés par Paul Belmondo figurent l'aiguilleur et le poseur

Si ces initiatives en faveur du logement social ont le mérite d'exister, elles sont tout à fait insuffisantes par rapport aux besoins réels de la population; ce manque



Les habitations conçues par Henri Pacon, photographiées du côté de la voie ferrée, vers 1950. La passerelle a été démolie lorsque le RER a remplacé le train SNCF.

de rails. Du côté de la voie ferrée, des appartements disposés perpendiculairement au corps principal forment des « ailes » qui délimitent des sortes de petites cours. Les bâtiments, construits en ciment et en briques, se terminent par un toit en terrasse. Achievé en septembre 1932, cet ensemble comporte plusieurs commerces situés au croisement des rues Henri-Martin et de Stalingrad.

de logements, amplifié en 1945 par les destructions dues aux bombardements, fera de la reconstruction une priorité nationale de l'après-guerre.



Jeannine Cornaille
Société d'Histoire
de Nanterre



L'aiguilleur, du sculpteur Paul Belmondo.